

### Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Dans les pays, comme le Burundi, touchés par une crise, l'éducation sert d'outil pour que les jeunes soient prêts à se réengager dans leur système politique, à renforcer leur droit de réunion et à participer à la création d'un gouvernement stable et accessible, responsable devant son peuple. L'action va contribuer à diffuser la culture de la paix pour résoudre les conflits de manière non violente, pour développer de bonnes relations sociales et une pensée critique.

### Réduction des risques de catastrophes

L'action contribuera à la réduction de risque de catastrophes, à travers: (i) des activités de sensibilisation pour les enfants et les enseignants sur la prévention de risque de catastrophes naturelles; (ii) la préparation de plan de contingence pour les écoles qui se trouvent dans des zones à risque de catastrophes naturelles.

Ces activités vont atténuer les effets du changement climatique et prévenir les risques liés aux désastres naturels.

### Autres considérations, le cas échéant

#### Numérisation

L'introduction du numérique dans le système éducatif burundais contribuera à dispenser une éducation de qualité et inclusive. Les compétences numériques en sont devenues un élément essentiel. Garantir l'accès à l'éducation numérique dès le plus jeune âge et familiariser les enfants burundais avec la technologie renforceront leurs capacités et amélioreront leurs connaissances en matière d'utilisation de l'internet et d'apprentissage en-ligne. Une attention continue sera accordée aux enfants touchés par la pauvreté et vivant dans les milieux ruraux. Le programme complétera et créera des synergies avec le programme « Accès à l'électricité pour tous – *Amatara Iwacu* » de l'UE et les programmes « Soleil – *Nyakiriza* » et « GIGA », respectivement de la Banque mondiale et de UNICEF.

#### Mouvements de populations

Depuis 2017, au moins 145 000 réfugiés burundais ont bénéficié d'une aide au retour, dont plus de 25 000 d'entre eux qui sont revenus depuis le Rwanda ces derniers mois. Chaque semaine, 2 000 personnes en moyenne ont reçu une aide pour leur retour librement consenti depuis le Rwanda, la République démocratique du Congo et la Tanzanie. Les rapatriés sont confrontés à plusieurs défis liés à leur réintégration socio-économique et à l'accès aux services de base, y compris l'accès à l'éducation. Compte tenu des conditions socio-économiques très précaires dans les zones de retour, les femmes et les filles rapatriées sont particulièrement vulnérables à la violence basée sur le genre. L'action, qui intervient dans les provinces de retour, va contribuer au plan conjoint de retour et de réintégration des rapatriés en leur facilitant l'accès à l'éducation.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1. Environnement extérieur	Risque 1. Dégradation de la situation sécuritaire, sanitaire, politique ou économique du pays.	M	H	Renforcement du dialogue avec les services des différents ministères sectoriels des conditions sécuritaires, sanitaires, etc. Mise en œuvre de plans de contingence, qui seront élaborés au préalable pour répondre efficacement aux possibles situations de crise (en particulier en cas d'aggravation de la pandémie de COVID-19).
1. Environnement extérieur	Risque 4. Occurrence et de gravité de catastrophes	F	H	Mise en œuvre de plans de contingence, qui seront élaborés au préalable pour répondre efficacement aux possibles situations de crise.